

# L'empire de l'Eau

Yvan Stefanovitch raconte par le menu les relations intimes qui lient depuis un siècle et demi les trois "majors" de l'eau, Bouygues, Vivendi (rebaptisé Veolia) et Suez-Lyonnais des Eaux, aux élus. Argent, politique et goût du secret. Éditions Ramsay, mars 2005.

À

Titre  
L'empire  
de l'Eau

Auteur  
Yvan  
Stefanovitch

Éditeur  
Ramsay

Vilo Diffusion

ISBN  
2-84114-731-2

Pages  
536

Sortie  
mai  
2005

Prix  
18,50 euros

Achat

Yvan STEFANOVITCH Goutte d'eau, gouttes d'or ? Lorsque vous payez votre facture d'eau, serait-il possible que vous contribuiez ainsi à alimenter les fonds des grands partis politiques français ? Tel est le fruit du mariage, depuis un siècle et demi, entre des élus et trois groupes privés : Bouygues, Vivendi (rebaptisé Veolia) et Suez-Lyonnais des eaux. Dans la corbeille, l'Etat a déposé des pans entiers du service public : eau, électricité, traitement des ordures, chauffage urbain, téléphone mobile, télévision et, suprême récompense, le BTP. D'anciens hauts fonctionnaires sont alors placés aux commandes de ces entreprises.

L'empire de l'Eau raconte par le menu ces relations Å©troites, de Napoléon III jusqu'à Delanoë, en passant par Santini, Hue, Mitterrand, Carignon et Chirac, au fil d'une diagonale droite-gauche parfaitement œcuménique.

Mais, aujourd'hui, rien ne va plus. Les bâtonnages stagnent et les consommateurs se rebiffent. Des élus, dont Laurent Fabius ou Henri Emmanuelli, osent demander des comptes aux trois "majors" et se prononcent en faveur d'une gestion municipale de l'eau, bien moins chère et plus transparente. Depuis cinq ans, les rois de l'eau ont ainsi perdu les contrats de Grenoble, Cherbourg, Bastia et de la plupart des communes landaises au profit de râges municipales. Résultat : Bouygues sort de l'eau, Suez parie sur l'Électricité et Veolia sur la Chine.

Quand de râcents procès mettent en lumière l'implication de ces entreprises dans les affaires d'emplois fictifs du RPR, de marchés truqués en Ile-de-France, de fausses factures sur les HLM de Paris, le lecteur trouvera l'agacité et civique de s'intéresser avec l'auteur au commerce de l'eau.

Un minutieux travail d'historien et une investigation méthodique se conjuguent pour donner à ce document la dimension et la force d'une véritable saga.

L'auteur - Ancien journaliste à l'AFP et à VSD, Yvan Stefanovitch collabore aujourd'hui à Paris-Match.

Titre  
L'empire  
de l'Eau

Auteur  
Yvan  
Stefanovitch

Éditeur  
Ramsay

Vilo Diffusion

ISBN

2-84114-731-2

Pages  
536

Sortie  
mai  
2005

Prix  
18,50 euros

Achat

Yvan  
STEFANOVITCH  
Extrait du chapitre 1

Bertrand Delanoë « toilette la Yalta de l'eau, des poubelles et des parkings

Lundi 15 décembre 2003. Le vieil amphithéâtre en bois du conseil général de Paris somnole largement, la moitié 162 sièges reste vide. Il est 22 heures. Présent jusqu'en début de soirée pour le vote du budget, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, a laissé son fauteuil à sa première adjointe Anne Hidalgo. Toutes les conditions sont réunies pour escamoter le débat qui va commencer à cette heure tardive. Pas question de prendre véritablement au sérieux un projet de remunicipalisation de la distribution de l'eau dans la capitale en 2009, date de la fin du contrat avec les deux majors, la Générale et la Lyonnaise des eaux. Politicien habile et fils de pub repenti, le maire de Paris joue parfaitement sa partition sur le thème : "Touche pas à mes distributeurs..." Depuis son élection en 2001, il maîtrise parfaitement sa communication à travers un souci constant de transparence et de "proximité" avec les Parisiens. Les shows Paris Plage et les Nuits blanches, sa politique du logement, le débat sur la rénovation du quartier des Halles et ses comptes rendus de mandat dans chaque arrondissement en témoignent. Pourtant, Bertrand Delanoë n'a pas pris de position publiquement sur l'eau. Ce débat - financier en apparence, mais également politique - l'intéresse-t-il vraiment? On en douterait... Sa première adjointe, la sénatrice mais sénatrice Anne Hidalgo explose le débat à la hussarde en un peu plus d'une heure. Elle interrompt soudainement les orateurs de droite comme de gauche pour leur demander de conclure au plus vite, leur temps de parole étant déjà passé. Les quelque 80 conseillers présents sortent d'un déshonneur arrosé d'un excellent château-margaux 1991, tiré de la cave de l'Hôtel de Ville, considérablement embellie sous Jacques Chirac. Les carafes remplies d'eau de la ville n'ont guère de succès auprès des fatigués par une longue journée de débats budgétaires.

Très à l'aise, Anne Hidalgo préside cette séance du conseil de Paris consacrée à ce qu'elle appelle non sans un certain humour "débat sur l'affaire prioritaire relative au contrat de l'eau". Cette ancienne inspectrice du travail (c'est du moins ce qu'elle met en avant dans son CV) va faire entendre un an de négociations secrètes entre la nouvelle majorité municipale et les deux marchands d'eau dans la capitale, Veolia et Suez. En l'absence du maire à cette heure tardive, la première adjointe préside les débats. C'est le réglément. Certes. La majorité de gauche ne cherche pas des poux dans la tête de la maire bis. Soit. Mais les conseillers d'opposition de droite ont eux la mémoire courte, ou préfèrent se taire. Avant d'être nommée, en 1997, conseiller technique au cabinet de Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Anne Hidalgo a été pendant deux ans chargée de mission auprès du directeur du personnel de la Compagnie générale

des eaux. Elle y a croisÃ© Jean-Pierre FrÃ©mont, engagÃ© en octobre 1997, lui aussi, comme chargÃ© de mission de la filiale CGEA (Compagnie gÃ©nÃ©rale d'entreprise automobile), en charge des secteurs propretÃ© et transports collectifs. Elu conseiller de Paris dans le XVÃ©me arrondissement comme Anne Hidalgo, l'UDF Jean-Pierre FrÃ©mont occupe aujourd'hui les fonctions de directeur des collectivitÃ©s publiques Ã  Veolia Water, filiale de Veolia Environnement (nouveau nom de l'ex-GÃ©nÃ©rale des eaux Ã  sa sortie de l'orbite de Vivendi Universal). A l'inverse de la premiÃ¨re adjointe, le conseiller FrÃ©mont prÃ©tÃ©re sÃ©cher le dÃ©bat sur l'eau en ce soir du 15 dÃ©cembre 2003. Cet ancien conseiller chargÃ© de communication de FranÃ§ois Bayrou au ministÃ“re de l'Education nationale la joue toujours discrÃ“te. Il occulte soigneusement le nom de son employeur dans son curriculum vitae, oÃ¹ il se dit simplement cadre supÃ©rieur. Secret de polichinelle au conseil de Paris ? Nous l'avons appris apparemment Ã  plusieurs Ã©lus Verts et PS de cette assemblÃ©e. Mais aucun conseiller de gauche n'en souffle mot par peur de devenir l'arroseur arrosÃ©, compte tenu des Ã©tats de service d'Anne Hidalgo... Le 16 juin 2003, Bertrand DelanoÃ« ira mÃªme jusqu'Ã  faire applaudir en sÃ©cance la nomination de Jean-Pierre FrÃ©mont au grade de chevalier dans l'ordre national du MÃ©rite. La justification de cette double casquette, Jean-Pierre FrÃ©mont la donne sans complexe, en tant que cadre supÃ©rieur de Veolia Environnement : "Pour des hommes et des femmes passionnÃ©s par leur mÃ©tier, l'Ã©change et le partage d'informations et des prÃ©occupations sont sources d'enrichissement... La GÃ©nÃ©rale des eaux est souvent sollicitÃ©e par le monde politique, et nous avons toujours rÃ©pondu prÃ©sents dans un souci d'explication et de partage d'informations." Aujourd'hui directeur des collectivitÃ©s publiques chez Veolia, le mÃªme Jean-Pierre FrÃ©mont se garde bien de faire de la publicitÃ© Ã  un document dit son service intitulÃ© Le mouvement alternatif, quelles rÃ©ponses ? RÃ©digÃ© officiellement par l'un de ses adjoints, l'ancien dÃ©putÃ© PS de Lorient, Pierre Victoria, cette note Ã  usage interne de 27 pages explique en 17 points comment contrer les arguments des ONG et des Ã©cologistes qui demandent la remunicipalisation de l'eau dans les villes et villages de l'Hexagone. Exactement le genre de dÃ©bat que la mairie de gauche parisienne ne souhaite pas voir portÃ© sur la place publique.